

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Femme (France) > Violences à l'encontre des femmes (France) > **France : Insoumis·es au patriarcat - Nous demandons la démission d'Adrien (...)**

# France : Insoumis·es au patriarcat - Nous demandons la démission d'Adrien Quatennens

mercredi 14 décembre 2022, par [Militant·es à La France Insoumise](#) (Date de rédaction antérieure : 13 décembre 2022).

**Depuis septembre dernier, La France Insoumise compte parmi ses élu·es un auteur de violences sexistes et sexuelles. Puisqu'à ce jour aucune sanction politique satisfaisante n'a été appliquée, nous, militant·es à La France Insoumise, demandons publiquement la démission d'Adrien Quatennens.**

En septembre dernier, nous, militant·es de La France Insoumise, apprenions qu'Adrien Quatennens, député LFI-NUPES, avait commis des actes violents envers son épouse. Ce mardi 13 décembre, la justice a rendu son verdict concernant les seuls faits reconnus par Adrien Quatennens, désormais condamné pour « violences sans incapacité commises par conjoint » et « envoi régulier et malveillant de messages ». Notre mouvement, qui se revendique féministe, doit prendre la mesure de ce que représente cette condamnation aux yeux des militant·es et de l'ensemble des français·es.

Considérer qu'une gifle n'est pas un acte assez grave pour justifier une sanction sévère revient à minimiser ce type de violences. En outre, selon la parole de Céline Quatennens, cette gifle s'inscrit dans un contexte de violences conjugales. Invoquer l'éternelle graduation des violences pour éviter d'appliquer une sanction claire et cohérente avec notre programme revient à minimiser les VSS dans l'opinion publique. Cette situation ne peut plus durer.

Contrairement à nos opposants politiques, nous tirons notre légitimité des valeurs que nous portons dans notre programme et qui ont ravivé l'espoir de beaucoup d'électeur·ices.

Certes, Adrien Quatennens a été rapidement écarté de la coordination du mouvement. C'était une mesure nécessaire, loin d'être suffisante. Nous, qui avons à cœur de transformer la V<sup>e</sup> République, notamment par le « droit de révocation » des élu·es, ne devrions jamais craindre de nous en remettre aux électeur·ices en leur donnant la possibilité de s'exprimer à nouveau lorsque des circonstances particulières remettent en cause la légitimité d'un mandat.

Pour toutes ces raisons, nous portons deux revendications :

- Le groupe parlementaire LFI-NUPES doit s'opposer au retour d'Adrien Quatennens à l'Assemblée nationale et se prononcer en faveur de sa démission. La France Insoumise ne saurait être représentée par un auteur de violences sexistes et sexuelles.
- La France Insoumise doit établir une charte claire, ambitieuse et applicable à tous·tes sans distinction concernant les VSS et travailler à une meilleure gestion de ces violences en son sein.

En aucun cas, nous ne souhaitons nous substituer à la justice. Celle-ci a son temps mais aussi ses failles, surtout lorsqu'il s'agit du traitement des VSS. Notre mouvement dénonce d'ailleurs ces

dysfonctionnements et reconnaît la nécessité d'ouvrir la voie à une meilleure prise en charge de ces violences par la justice. Aujourd'hui, il nous faut traduire en actes concrets ce positionnement qui nous a valu le soutien des militant·es féministes et, plus largement, d'une grande part de nos concitoyen·nes.

La gestion défailante de l'affaire Quatennens est aussi pour nous le symptôme d'un problème récurrent au sein de La France Insoumise : le manque de démocratie interne. Afin que se résorbent fractures et contestations, notre mouvement doit plus que jamais entendre l'appel de sa base militante et acter la démission d'Adrien Quatennens. Sur ces bases assainies, nous, militant·es sincèrement attaché·es au mouvement, pourrons alors de nouveau défendre fièrement ses valeurs auprès des Français·es.

---

Iris Robin, Fouad Benhammou dit Fouadastaire, Léonie Houssin, Tony Gonçalves, Charlotte Lefebvre, Frédéric Roussel, Claire Badouel, Camilo Rojas, Olivia Alcaraz, Alain Iachendrowiecz, Vilain Syndicaliste, Maïlys Baron, Guillaume Dore, Éloïse Carrere-Kane, Jules Nocart, Alexia Rosso, Erwan Fosse, Sandra Vidaud, Gabin Plantet, Axel Urbain, Romain V., Mathilde Geoffroy, Robbin Plantet, Thomas M., Abel Rapetti, Alice Resche, Arthur Valois-Lagourdette, Gaël Baillargeau, Jason Valente, Coatantiec Sacha, Béatrice Michel, Pernaïka Joassaint, Julie N'Diaye, Julien Loyseau, Florian Baudoin, Baptiste Laporte, Louis Barchon, Marie Perrin, Maxime F., Marina Diaby, Karima Mokrani, Mona Martoglio Chwastyk, Eric Vincent, Agnès Aoudaï, Brandon Heller, Paloma Pavan Nuñez, Stella Vauchelle-Touleron, Alexandre Peuvot, Adrien Cloître, Nausicaa Bouaziz, Rémi Durupt, Benjamin Kuntz, Caroline Racine, Maxime Scaduto, Jules Gross, Anne Leclerc, Hugo Marchand

Pour vous joindre aux signataires de cette tribune, signez la pétition : <https://chnng.it/CCKh2TkDtf>

---

## **P.-S.**

• « Insoumis·es au patriarcat ». BILLET DE BLOG MEDIAPART 13 DÉC. 2022. Mis à jour le 13/12/2022 à 17h05 : [https://blogs.mediapart.fr/odysseus-31/blog/131222/insoumis-es-au-patriarcat?fbclid=PAAaZMbtgFbL-o-IZYP\\_geit8gkN3RfRY-frjRrPZJg0Eax5\\_buOtSe7XxoI](https://blogs.mediapart.fr/odysseus-31/blog/131222/insoumis-es-au-patriarcat?fbclid=PAAaZMbtgFbL-o-IZYP_geit8gkN3RfRY-frjRrPZJg0Eax5_buOtSe7XxoI)

Abonné·e de Mediapart

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.